

Avenant n° 45 du 22 janvier 2026
à l'annexe I *bis* de la convention collective
relative aux rémunérations annuelles minimales (RAM)

NOR : ASET2650335M

IDCC : 112

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNIL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FGA CFDT ;

CFE-CGC Agro ;

FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu les dispositions de l'accord du 22 janvier 2026 portant sur les rémunérations conventionnelles dans la transformation laitière, la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) est mise à jour par le présent avenant technique.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | **Modification de l'annexe I bis de la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) relative aux rémunérations annuelles minimales (RAM)**

À compter du 1^{er} janvier 2026, l'annexe I bis de la convention collective nationale de l'industrie laitière est modifiée comme suit :

« Annexe I bis à la CCN de l'industrie laitière (modifiée par l'avenant n° 45 du 22 janvier 2026)

Rémunérations annuelles minimales (RAM)

Les rémunérations annuelles minimales (RAM), telles que prévues par l'article 6.3 des dispositions communes de la convention collective nationale, sont ainsi déterminées, au 1^{er} janvier 2026 :

(En euros.)

	Niveau	Échelon	Montant au 1 ^{er} janvier 2026
Ouvriers/employés	1	1	23 936,12
		2	24 068,54
	2	1	24 196,35
		2	24 297,75
		3	24 425,94
	3	1	24 425,94
		2	24 552,62
		3	24 672,89
	4	1	24 672,89
		2	24 902,47
		3	25 106,60
	5	1	25 106,60
		2	25 549,22
		3	26 003,89
TAM	6	1	26 003,89
		2	27 485,12
		3	28 659,72
	7	1	28 659,72
		2	29 861,78
		3	31 058,68
	8	1	31 058,68
		2	33 355,82
		3	35 682,52

	Niveau	Échelon	Montant au 1 ^{er} janvier 2026
Cadres	9	1	35 682,52
		2	38 158,49
	10	–	48 522,87
	11	–	58 310,40
	12	–	68 526,56

Article 2 | *Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Les parties signataires soulignent que les dispositions du présent avenant portant sur les rémunérations conventionnelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises du champ de l'industrie laitière, dont celles de moins de 50 salariés.

Article 3 | *Demande d'extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 22 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)